

Le Lyrica, la came de la rue financ

Cet anxiolytique s'est imposé comme alternative à bas prix pour certains consommateurs de stupéfiants. L'Inami s'inquiète de voir des patients à qui on rembourse 21,5 fois la dose maximale. Le signe d'un transfert vers le marché noir.

ENQUÊTE

LORRAINE KIHIL
ARTHUR SENTÉ

C'est en vrac, comme ça, vous voyez ? Et il les vend à l'unité en fait. Un ou deux euros pièce. C'est un antidépresseur, mais on ne sait pas exactement ce que c'est. » Gare du Nord, automne dernier. Le chef de patrouille de la police de Bruxelles-Nord qui nous accompagne dans les rues du quartier alentour indique la sacoche de l'individu que son équipe vient d'arrêter. Un homme en séjour irrégulier. Dans le fond du sac, une bonne grappe de gélules rouge et blanc, estampillées du logo « Pfizer ». De la prégabaline, mieux connue sous le nom commercial de « Lyrica ». Ces derniers temps, jure le policier, à chaque arrestation ou presque, « c'est d'office comme ça ».

À l'autre bout de la chaîne, pour de plus en plus de consommateurs confrontés à la vie en errance et/ou à la polytoxicomanie, la pilule blanc et rouge est devenue un moyen d'anesthésier à peu de frais la dureté du quotidien. Sous le manteau, elle se monnaie un ou deux euros pièce, dix euros la plaquette, 150 euros la grande boîte. « Le médicament a un effet euphorisant, qui calme les angoisses, et en même ça peut être assez boostant, ce qui est assez intéressant pour quelqu'un qui vit une situation de détresse, sans perspective », décrit Antonio Guzman Marin, directeur de la Maison d'accueil sociosanitaire Diapason, à Charleroi. « Certains l'utilisent aussi pour accentuer les effets d'autres drogues ou médicaments, d'autres pour accompagner la descente. »

Du Lyrica pour s'assommer et trouver le sommeil malgré le froid et le bruit de la rue. Du Lyrica pour arrêter de penser, pour que les problèmes s'évaporent quelques heures. Du Lyrica pour fonctionner, réussir à retrouver ses mots. Du Lyrica pour atténuer le manque de cocaïne ou d'héroïne. Du Lyrica pour réussir à tenir debout. « Quand les gens en prennent beaucoup, ils deviennent fous », raconte Mehdi, un Libyen débarqué il y a un an et demi en Belgique. « Mais un Lyrica matin et soir, ça va. » Lui a une prescription. Parfois il se fournit dans la rue pour en prendre « un ou deux » en plus, « pour se relaxer ». Il y a quelques mois encore, il ne touchait à rien, mais une grave agression a fait tout s'écrouler. Aujourd'hui, c'est ce qui lui permet de fonctionner, dit-il. « Quand je prends ça, je ne pense pas à la coke. »

Arrivé sur le marché belge en 2006, le Lyrica est un antiépileptique dont l'usage a fini par être élargi à d'autres pathologies. Il s'est ensuite popularisé en tant que solution contre les douleurs neuropathiques, puis plus récemment comme anxiolytique. D'après les premières recherches disponibles sur le sujet, c'est au Maghreb qu'un mésusage a été détecté en premier lieu, avec des patients rendus accros par des prescriptions trop généreuses, et des consommateurs pour qui le recours à la molécule à des fins festives et récréatives a débouché sur des addictions. C'est alors au gré des mouvements migratoires que ce mésusage s'est répandu en Europe, certains migrants arrivant avec leur assuétude, d'autres étant accrochés sur la route. Dans certains camps grecs, le Lyrica a été largement prescrit comme pansement anxiolytique à un public traumatisé et soumis à des conditions de vie extrêmement rudes.

Ce phénomène de consommation problématique passe de moins en moins inaperçu en Belgique. Tandis que des

pharmaciens se mettent à dénoncer des recours à de fausses prescriptions, des associations de terrain s'alarment de pratiques observées auprès de leurs publics. Chez nous, la première alerte concernant un phénomène de mésusage et d'addiction est venue de Liège, en 2019.

Un marchepied vers d'autres substances

Si l'efficacité thérapeutique du Lyrica est reconnue, sa consommation hors des prescrits médicaux n'est pas sans risque. La molécule suscite une accoutumance poussant le consommateur à progressivement augmenter les doses pour obtenir les effets recherchés. Dans un contexte de vie en rue, cela en fait un redoutable marchepied vers d'autres substances plus coûteuses et peu coûteuses, comme le crack. L'autre danger, c'est la violence. « Il y a un effet désinhibant, façon cocaïne, qui va être potentialisé par l'alcool et la prise, souvent associée, de Rivotril (un médicament de la catégorie des benzodiazépines, NDLR) », souligne Marie-Eve Janssen, directrice médicale de la maison d'accueil sociosanitaire Start, à Liège. « Quelqu'un qui consomme beaucoup peut avoir l'impression d'être un surhomme. A contrario, le manque est très difficile à vivre, rend irritable, avec des comportements qui peuvent être violents. En 2021, un centre d'accueil de jour de la Croix-Rouge a dû fermer plus tôt que prévu à cause de personnes sous Lyrica qui provoquaient des esclandres, des bagarres. Après, ça s'est un peu calmé, avec la reprise du marché noir. » Avec le retour à la « vie normale », les médicaments ont pu de nouveau circuler.

Un effet révélateur dû à la crise covid est également constaté à Bruxelles. « Ce qui s'est passé, c'est qu'avec le confinement, les personnes n'ont plus pu se fournir parce qu'il y avait de toute évidence un problème d'approvisionnement du marché noir. On s'est alors davantage tourné

vers nous pour en demander », explique Moudane Madieh Aden de l'association Artha, une équipe de médiateurs culturels spécialisés dans les assuétudes et travaillant avec les publics migrants de la capitale.

Mais la popularisation du Lyrica ne se mesure pas qu'auprès d'un public précarisé et fragilisé. « Il y a eu un tournant, il y a cinq ou six ans », estime Kevin Moens, psychiatre et responsable médical pour le projet Lama, ASBL anderlechtoise spécialisée dans l'accompagnement thérapeutique pour consommateurs de stupéfiants en milieu urbain. « C'est comme si les psychiatres découvraient alors qu'on pouvait utiliser la prégabaline afin de remplacer les benzodiazépines pour les troubles anxieux, avec cette étiquette du médicament qui présente moins de risque de dépendance et d'abus. Ce qui, en soi, se confirme pour pas mal de patients. Mais ça a aussi été un peu surinterprété en tant que pilule magique, sûre. Car il y a des risques et il y a des dépendances. On a voulu remplacer les benzos et maintenant on se rend compte que c'est le Lyrica qui pose problème. »

Une tendance que confirment les chiffres délivrés par l'Inami, avec une consommation qui monte en flèche ces dernières années (voir ci-contre) : en six ans, le nombre de Belges couverts par l'assurance médicale qui se sont vu prescrire de la prégabaline a été multiplié par six, pour atteindre 140.483 en 2020. Une hausse qui s'explique par l'élargissement du spectre de prescriptions en 2015 (indiqué depuis lors pour les indications « troubles anxieux » et « douleurs neuropathiques ») et par

l'arrivée d'un générique qui a démocratisé la molécule.

Un trafic trahi par les chiffres

Pour tenter de mieux appréhender l'ampleur du mésusage de ce produit, l'association Transit, qui propose à Bruxelles un service d'accueil et d'hébergement pour usagers de drogues, a analysé l'an dernier les données de remboursement de l'Inami entre 2018 et 2020, pour la Région bruxelloise. Premier constat : le nombre de patients augmente, y compris dans la tranche pour laquelle une consommation supérieure à la dose journalière maximale recommandée (> 600 mg) est observée.

Et puis une (grosse) surprise : dans la base statistique anonymisée reçue de Pharmanet (la banque de données de l'Inami), trois lignes explosent les compteurs. Selon le rapport publié en novembre dernier par l'ASBL, une personne s'est ainsi vu délivrer « plus de 30.000 comprimés de 300 mg en 2020, une autre plus de 13.000 ». Des cas isolés, mais des quantités gigantesques. « Les médicaments avaient bien été prescrits par plusieurs médecins, et délivrés dans plusieurs pharmacies », explique Jérôme Poulain, l'un des auteurs de ce travail. La preuve d'une forme élaborée de shopping médical expliquant pourquoi le marché noir est si bien alimenté et si bon marché : il est financé par le contribuable.

30.000

D'après une analyse statistique menée par l'ASBL Transit, il est ressorti des données de l'Inami qu'un Bruxellois avait réussi à se faire rembourser en 2020 pas moins de 30.000 pilules, plus que probablement destinées au marché noir.

